

Cote du document: EB 2017/122/R.15/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 6 c) i)
Date: 11 décembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République populaire du Bangladesh pour le Renforcement de la résilience des populations vulnérables par l'accès aux infrastructures, l'amélioration des compétences et l'information (PROVATi³)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Benoît Thierry
Chargé de programme de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2234
courriel: b.thierry@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-deuxième session
Rome, 11-12 décembre 2017

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du projet	6
A. Approche	6
B. Cadre organisationnel	6
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	7
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	7
E. Supervision	8
IV. Coût, financement et avantages du projet	9
A. Coût du projet	9
B. Financement du projet	9
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	10
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Alignement et harmonisation	12
C. Innovations	13
D. Reproduction à plus grande échelle et participation à l'élaboration des politiques	13
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VII. Recommandation	14
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical Framework (Cadre logique)	10

Sigles et acronymes

DICL	Département d'ingénierie des collectivités locales
ODD	Objectif de développement durable
PAM	Programme alimentaire mondial
SCTC	Société à contrat de travail collectif
S&E	Suivi-évaluation
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet

République populaire du Bangladesh

Renforcement de la résilience des populations vulnérables par l'accès aux infrastructures, l'amélioration des compétences et l'information



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
Source: FIDA; 27/10/2017

République populaire du Bangladesh

Renforcement de la résilience des populations vulnérables par l'accès aux infrastructures, l'amélioration des compétences et l'information (PROVATi³)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République populaire du Bangladesh
Organisme d'exécution:	Département d'ingénierie des collectivités locales (DICL)
Coût total du projet:	92,4 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	63,25 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	1,25 million d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de points (0,75%) l'an
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	27,9 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République populaire du Bangladesh pour le Renforcement de la résilience des populations vulnérables par l'accès aux infrastructures, l'amélioration des compétences et l'information (PROVATi³), telle qu'elle figure au paragraphe 48.

Proposition de prêt et don à la République populaire du Bangladesh pour le Renforcement de la résilience des populations vulnérables par l'accès aux infrastructures, l'amélioration des compétences et l'information (PROVATi³)¹

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Bangladesh fait partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Sa population de plus de 160 millions d'habitants en fait le pays le plus densément peuplé au monde (plus de 1 000 habitants au kilomètre carré), ce qui oblige la population à vivre et à cultiver la terre même dans les zones qui sont exposées aux inondations ou à l'érosion. Le Bangladesh s'efforce de sortir de la pauvreté en tirant parti d'une croissance économique vigoureuse. Au cours des deux dernières décennies, le produit intérieur brut a enregistré une progression comprise entre 5,0% et 6,5% par an en moyenne, et dans les années qui viennent ce rythme de croissance devrait se maintenir. Toutefois les disparités régionales subsistent en matière de croissance et de taux de pauvreté. Les zones rurales restent fortement tributaires de l'agriculture, même si la production non agricole et les petites entreprises sont florissantes. Le secteur de l'agriculture contribue au PIB à hauteur d'environ 16%, alors qu'il emploie environ 47% des actifs. L'inflation a été ramenée à 6%. Au cours des trois dernières décennies, les indicateurs sociaux tels que l'accès à l'enseignement primaire et aux soins de santé, l'éducation des filles, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la réduction de la mortalité de l'enfant et l'espérance de vie se sont nettement améliorés, ce dont témoigne la progression de l'indice de développement humain, qui est passé de 0,39 en 1990 à 0,58 en 2015. Malgré tout, des poches de pauvreté subsistent, en particulier dans la partie nord du pays et dans certaines régions méridionales.
2. Une zone de projet en proie à l'extrême pauvreté. Le Bangladesh comprend huit divisions administratives, dont la plus pauvre est la division de Rangpur, site principal du projet proposé. Le district de Kurigram, situé dans la division de Rangpur, constitue la principale zone du projet; ce district, qui comprend neuf upazilas (équivalent d'un comté ou d'un canton), est le plus pauvre du Bangladesh, 67,3% de la population vivant sous le seuil de pauvreté national. Les principaux facteurs qui expliquent cette forte incidence de la pauvreté sont les suivants: i) crues annuelles et changements climatiques; ii) coulées de sable (qui affecte la productivité des sols et les récoltes sur pied); iii) érosion fluviale; iv) médiocrité des infrastructures rurales; v) faible intensité et faible productivité de l'agriculture; vi) investissements non agricoles insuffisants; vii) moyens d'existence limités; viii) accès restreint aux services sociaux. Du fait de ces difficultés, les possibilités de

¹ Au Bangladesh, le mot *provati*, qui signifie "matin", a une connotation positive puisqu'il évoque un nouveau départ et l'espérance. Un nom local a été choisi afin de renforcer le sentiment d'appropriation et de permettre au projet d'être mieux identifié.

production agricole et d'emploi non agricole sont limitées. La population locale rencontre des difficultés pour accéder aux services et aux marchés, qu'il s'agisse de se procurer des intrants ou d'écouler la production. L'émigration interne saisonnière aggrave la situation, car il n'est pas rare que les femmes se retrouvent seules pour s'occuper de leur famille et cultiver la terre.

3. Le PROVATi³ n'étant pas à même de s'attaquer à toutes les causes de la pauvreté dans la zone de projet, les priorités suivantes guident le choix des activités à mener:
 - i) renforcement de la résilience des communautés touchées face aux catastrophes naturelles (inondations par exemple) et aux effets des changements climatiques;
 - ii) interventions stratégiques de nature à stimuler les investissements du secteur privé (y compris les ménages) dans les opportunités économiques et les services sociaux;
 - iii) interventions que les pouvoirs publics bangladais sont parfaitement à même de mettre en œuvre (par exemple dans le domaine des infrastructures rurales). Pour d'autres aspects comme les moyens d'existence, l'accès aux financements ou la promotion de certains secteurs agricoles et non agricoles spécifiques, la stratégie consistera à collaborer avec d'autres organismes et programmes, des ONG, des institutions de microfinance et le secteur privé. Tandis que l'ensemble de la population vivant dans la zone cible (dont une forte proportion de pauvres) tirera avantage des investissements dans les infrastructures et d'un accès plus large aux informations sur les inondations, les activités axées sur les moyens d'existence s'adresseront aux femmes et aux jeunes.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. Dans son principe, le PROVATi³ s'inspire de projets déjà mis en œuvre avec succès par le Département d'ingénierie des collectivités locales (DIKL), particulièrement le Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques, et il reproduit les bonnes pratiques. Plusieurs éléments novateurs ont été ajoutés dans les domaines suivants: infrastructures de protection contre les risques climatiques; autonomisation économique des plus démunis, qui construisent et entretiennent les infrastructures, moyennant un accompagnement constant vers des activités rémunératrices; meilleur entretien des ouvrages afin d'en assurer la viabilité à long terme; formation professionnelle ouvrant sur des emplois agricoles et non agricoles; production et diffusion à l'échelon des villages d'informations locales sur les inondations; gestion et suivi du projet; et gestion des savoirs afin de favoriser l'assimilation plus large des bonnes pratiques. Le thème central est l'amélioration de la résilience de la population dans une zone vulnérable face aux inondations et extrêmement pauvre.
5. Le projet témoigne de la ferme détermination du gouvernement et du FIDA à faire reculer l'extrême pauvreté. La priorité du gouvernement, telle qu'énoncée dans le septième Plan quinquennal et dans la Vision pour 2021, consiste à réduire la pauvreté rurale grâce à des investissements en faveur de l'éducation, l'agriculture et la diversification des moyens d'existence, des infrastructures et du développement des services financiers, une attention particulière étant portée aux populations pauvres ou marginales, aux petits paysans et aux femmes.
6. Le PROVATi³ contribue à différents objectifs de développement durable (ODD), bien que les réponses apportées paraissent faibles par rapport à l'ampleur de l'ensemble des besoins du pays en la matière (tableau 1).

Tableau 1
ODD concernés par le projet PROVATI³

Objectifs de développement durable	
Le projet contribue directement à la réalisation des cibles des ODD	Le projet contribue indirectement à la réalisation des cibles des ODD
ODD 13: Mesures d'urgence pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions – par la mise en place de dispositifs d'alerte rapide en cas de crue et en construisant des abris contre les inondations sur les <i>chars</i> ^a	ODD 1: Pas de pauvreté – par la contribution apportée à l'émancipation économique des paysans pauvres en réduisant leur vulnérabilité économique grâce aux dispositifs d'alerte rapide en cas de crue
ODD 9: Infrastructures résilientes et durables – en construisant des infrastructures intelligentes face aux changements climatiques (résilientes) dans les plaines inondables, en particulier dans les terres <i>chars</i>	ODD 2: Faim zéro – en contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire des petits exploitants agricoles
ODD 8: Croissance économique soutenue, inclusive et durable – en ouvrant des perspectives plus larges pour les paysans pauvres, en apportant des activités rémunératrices aux sociétés à contrat de travail collectif (SCTC) et en améliorant les compétences professionnelles des jeunes	ODD 3: Promouvoir le bien-être de tous – en apportant une aide modeste aux populations pauvres qui vivent dans les terres <i>chars</i> , qui pourront préserver leur vie et leurs moyens d'existence, notamment leurs moyens de production, grâce aux abris contre les inondations
ODD 5: Égalité entre les sexes – en proposant aux membres des SCTC (femmes et hommes) des activités rémunératrices et un accompagnement, ce qui aura des incidences particulièrement bénéfiques pour parvenir à l'égalité entre les sexes	ODD 9: Zones d'installation durables, sûres et résilientes – en investissant dans les marchés et les routes en milieu rural, ce qui entraînera une amélioration globale de l'habitat rural

^a Les *chars* sont des bancs de sable qui apparaissent pour former des îles éphémères dans le lit d'un cours d'eau. Le projet concernera des *chars* apparus depuis plusieurs années.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

- Le projet, qui sera réalisé dans six districts (Gaibandha, Jamalpur, Kurigram, Lalmonirhat, Nilphamari et Rangpur), portera principalement sur les plus durement touchés par la pauvreté – Gaibandha, Jamalpur et Kurigram. Une part importante de leur territoire est exposée aux inondations car elle est située au confluent de deux cours d'eau, le Brahmapoutre (la Jamuna) et la Tista.
- Au total, les unions² relevant du projet comptent 2,6 millions d'habitants (637 000 ménages). Le projet s'adresse à quelque 303 000 ménages (environ 45% de la population totale) vivant dans 90 unions des upazilas concernés. Les bénéficiaires visés sont des femmes et des hommes pauvres, des agriculteurs exploitant des terres marginales et des petits paysans, commerçants et propriétaires d'échoppes sur les marchés, des microentrepreneurs et d'autres entités locales privées ou publiques. L'ensemble de la population des zones relevant du projet tirera avantage des infrastructures et du dispositif d'information sur les inondations.

B. Objectif de développement du projet

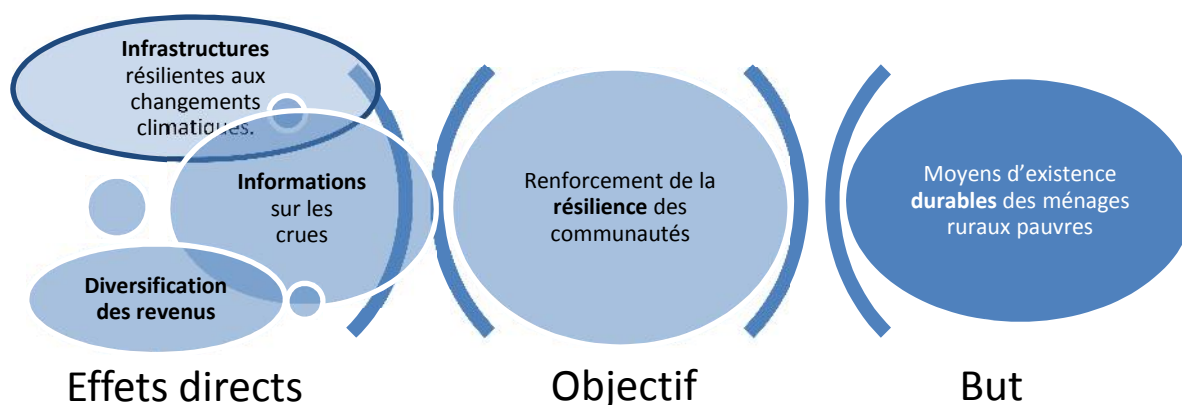
- L'objectif de développement consiste à améliorer la résilience de la population des 25 upazilas sélectionnés, qui sont exposés aux inondations, par les moyens suivants: construction d'infrastructures résilientes, renforcement de la résilience à l'échelle des communautés, création d'emplois non agricoles grâce à la formation professionnelle, et travaux de recherche portant sur l'adaptation aux crues et aux changements climatiques et diffusion des alertes rapides (figure 1).
- Théorie du changement. Le projet, qui est axé sur le renforcement de la résilience des communautés, comprend deux composantes articulées autour de trois axes qui se renforcent mutuellement. La première composante porte sur l'amélioration de la conception des infrastructures et la construction, la remise en état et la modernisation d'infrastructures afin de desservir les zones concernées, ce qui

² Il s'agit du plus petit échelon administratif en zone rurale.

abaisse les coûts de production et permet d'accéder aux services et aux marchés. La deuxième composante porte sur le renforcement des compétences professionnelles et de l'aptitude à exercer une activité rémunératrice; il s'agit de créer des emplois agricoles et non agricoles afin d'accroître et de diversifier les revenus des ménages pauvres. Elle porte également sur le perfectionnement des dispositifs locaux d'alerte en cas de crue et de diffusion des alertes prenant en compte la dimension humaine, de manière à améliorer la préparation, la planification et les interventions d'urgence. Ainsi, l'amélioration des infrastructures, le renforcement des compétences ouvrant sur un emploi et l'accès à l'information permettant de se préparer et de reproduire les bonnes pratiques constituent les trois axes qui permettront au projet d'atteindre son objectif.

Figure 1

Schéma de la théorie du changement du PROVATI³



C. Composantes/résultats

11. Le projet comprend deux composantes techniques, auxquelles s'ajoute une composante portant sur la gestion du projet.
12. Composante 1: Infrastructures et abris communautaires résilients aux changements climatiques (74,87 millions d'USD). La composante 1 vise à obtenir l'effet suivant: "des routes rurales, des marchés et des abris communautaires résilients aux changements climatiques sont construits, utilisés et entretenus dans les zones relevant du projet". Cette composante comprend cinq volets: 1.1) travaux de recherche sur les changements climatiques et la préparation aux crues en vue de la construction d'infrastructures résilientes aux changements climatiques; 1.2) infrastructures de communication en milieu rural résilientes aux changements climatiques; 1.3) construction de marchés résilients aux changements climatiques en milieu rural; 1.4) abris communautaires comprenant une école résilients aux changements climatiques; 1.5) activités de formation à la conception d'infrastructures résilientes aux changements climatiques et aux inondations.
13. La sous-composante 1.1 guidera le choix de l'implantation des aménagements financés, ainsi que les caractéristiques de conception (par exemple, en fournissant des informations actualisées sur les cotes d'alerte), et permettra par conséquent de réduire les risques pesant sur les aménagements financés au titre des sous-composantes 1.2, 1.3 et 1.4. La sous-composante 1.5 permettra de renforcer l'aptitude des ingénieurs à faire appel aux techniques les plus récentes en matière de conception et d'entretien des infrastructures, de manière à assurer la viabilité à long terme des infrastructures financées. Les infrastructures routières (sous-composante 1.2) relieront des zones qui recèlent un potentiel agricole à des routes plus importantes ou à des marchés, contribuant ainsi à abaisser les coûts et à raccourcir les temps de transport. L'amélioration des marchés

(sous-composante 1.3) permettra de favoriser leur fonctionnement quelles que soient les conditions météorologiques qui règnent là où ils sont implantés, contribuera à la sécurité alimentaire et stimulera l'activité économique au sein des communautés concernées. L'élaboration des plans d'ensemble relatifs aux marchés prendra en considération les difficultés spécifiques inhérentes au contexte et assurera la participation des communautés à la planification, à l'exécution et à l'entretien. Les abris résilients aux changements climatiques (sous-composante 1.4) seront implantés à des emplacements stratégiques afin que les populations puissent s'y réfugier en toute sécurité avec leurs biens et leur bétail lorsque les crues atteignent la cote d'alerte.

14. Composante 2: Communautés résilientes grâce à l'emploi et aux alertes rapides en cas de crue (12,41 millions d'USD). Cette composante vise à obtenir l'effet suivant: "amélioration de la capacité d'adaptation des communautés vulnérables grâce à la diversification des revenus et à l'accès rapide à des informations précises spécifiques à chaque localité dans les upazilas relevant du projet". Elle comprend quatre sous-composantes: 2.1) renforcement des capacités des membres des SCTC et développement des moyens d'existence; 2.2) développement des compétences afin de favoriser l'emploi des jeunes; 2.3) mise au point d'un système local d'alerte fiable en cas d'inondation ou de crue; et 2.4) mesures concrètes.
15. Au titre de la sous-composante 2.1, les femmes et les hommes membres des SCTC qui effectuent des travaux de construction ou des tâches d'entretien dans le cadre de dispositifs "espèces contre travail" (sous-composantes 1.2 à 1.4) reçoivent une formation à des activités rémunératrices, ainsi qu'un appui global en matière de gestion de leurs conditions d'existence (notamment eau, assainissement et hygiène [initiative WASH], aspects nutritionnels et initiation à la finance). La sous-composante 2.2 vise en priorité à donner aux jeunes vivant dans la zone du projet la possibilité d'acquérir des compétences solides. La formation professionnelle, alliée à l'apprentissage, les conduira à acquérir des compétences pratiques qui leur permettront de s'engager dans des activités agricoles et non agricoles rémunératrices. Cet aspect contribue à la diversification des revenus des ménages qui vivent dans les zones concernées. La sous-composante 2.3 porte sur la reproduction à plus grande échelle d'un système d'information et d'alerte en cas de crue axé sur les communautés. Il s'agit de combiner la production de données locales, des techniques de pointe de modélisation et d'analyse de l'hydrologie et la diffusion des informations (par SMS et par l'intermédiaire d'habitants bénévoles), ce qui permettra aux populations concernées d'être mieux préparées et de prendre des décisions en connaissance de cause. La sous-composante 2.4, pour laquelle un partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM) dans le domaine de la cartographie détaillée de la pauvreté et de l'état nutritionnel est prévu, porte principalement sur l'étude des mesures pratiques et de la réglementation.
16. Composante 3: Gestion du projet (5,09 millions d'USD). L'exécution du projet s'effectuera sous la conduite du DICL, qui relève du Ministère de l'administration locale, du développement rural et des coopératives. Le DICL s'associera au Département de la gestion des catastrophes et à l'Université d'ingénierie et de technologie du Bangladesh pour prendre en compte la dimension humaine dans le perfectionnement des dispositifs d'alerte en cas de crue et les travaux de recherche, et avec le PAM pour la cartographie de l'extrême pauvreté et de la malnutrition. Un comité de pilotage interministériel sera chargé d'assurer la coordination d'ensemble; il sera présidé par le secrétaire de la Division de l'administration locale du Ministère de l'administration locale, du développement rural et des coopératives. Il sera composé, notamment, de membres du Ministère chargé de la gestion des catastrophes et des secours, de la Division des relations économiques du Ministère des Finances, et d'autres ministères, conformément aux règles internes. Le représentant du bureau de pays du FIDA aura le statut d'observateur.

III. Exécution du projet

A. Approche

17. Comme il le fait dans d'autres régions du Bangladesh, le FIDA, agissant par l'intermédiaire de son organisme d'exécution, le DICL, met en place la desserte du "dernier kilomètre" afin de stimuler la croissance et de favoriser la commercialisation grâce à l'accès aux marchés. En outre, et en collaboration avec un nouveau partenaire d'exécution, le Département de la gestion des catastrophes, le projet PROVATI³ fournira rapidement des informations fiables et précises sur les inondations à l'échelon local. Ces mesures permettront de renforcer la résilience (objectif) et, in fine, les moyens d'existence (but) de la population locale.
18. La construction d'infrastructures (marchés et routes de desserte) résilientes aux changements climatiques au sein des unions les plus reculées, les plus vulnérables et les plus pauvres de la zone du projet en constitue le point d'ancrage. Les investissements dans les infrastructures bénéficieront des améliorations apportées aux caractéristiques techniques par la contribution de spécialistes et d'organismes bangladais réputés (par exemple l'Université d'ingénierie et de technologie du Bangladesh), ainsi que par l'élaboration de plans d'ensemble adaptés aux caractéristiques des sites. Les femmes et les hommes extrêmement pauvres employés à la construction et à l'entretien de ces infrastructures par le biais des SCTC bénéficieront des activités de renforcement des capacités et sortiront peu à peu de la pauvreté. La desserte routière et l'accroissement des investissements dans les infrastructures des marchés se traduiront par une augmentation des activités économiques au sein des unions relevant du projet, une réduction du prix des intrants et une progression du volume des ventes. La formation professionnelle des jeunes appartenant à des ménages pauvres qui exercent une activité économique entraînera une progression du taux d'activité et une diversification des sources de revenu des ménages bénéficiaires. La meilleure qualité des informations concernant les inondations qui accompagnent la mousson et leur transmission aux villages permettra de réduire les pertes lors des crues annuelles. Le renforcement des capacités et les campagnes de sensibilisation, ainsi que la mise en place d'incitations appropriées à l'intention des comités de gestion des marchés et des associations de commerçants, permettront de faire en sorte que les infrastructures fonctionnent correctement et soient bien entretenues. C'est sur la théorie du changement ici proposée que repose le suivi des résultats à obtenir au titre de ce projet tels qu'ils sont résumés dans le cadre logique. Les éléments recueillis grâce au suivi-évaluation (S&E) et leur analyse permettront de s'efforcer d'améliorer la réglementation et les procédures d'exécution et faciliteront la reproduction à plus grande échelle des résultats obtenus dans le cadre du PROVATI³.

B. Cadre organisationnel

19. La Division des relations économiques représente l'emprunteur et bénéficiaire. Le DICL, qui relève du Ministère de l'administration locale, du développement rural et des coopératives, est l'organisme d'exécution. Un comité de pilotage du projet sera mis en place, sous la direction du secrétaire de la Division de l'administration locale; ce comité sera chargé de donner les orientations stratégiques d'ensemble, de suivre le déroulement global de la mise en œuvre, d'organiser la coordination interinstitutions nécessaire à la bonne exécution du projet, et de résoudre tout problème nécessitant des décisions à haut niveau. Ce comité se réunira deux fois par an pour faire le point sur le déroulement de l'exécution du projet. Les trois bureaux régionaux contribueront à la supervision des travaux et aux activités de S&E, particulièrement en ce qui concerne la collecte des données.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

20. L'unité de gestion du projet (UGP) sera chargée des grandes lignes de la planification et de l'exécution du projet, de manière à atteindre les cibles visées sur le plan quantitatif et qualitatif. L'UGP assurera la mise en place et la gestion du système intégré de S&E, en concertation avec les parties prenantes du projet, de manière à atteindre trois grands objectifs: a) encadrer la mise en œuvre du projet; b) favoriser des décisions et des mesures judicieuses; et c) mutualiser les savoirs et permettre une application plus large des bonnes pratiques. Ce projet devrait être une mine d'enseignements et de savoirs dans plusieurs domaines: impact des changements climatiques sur les infrastructures; gestion des marchés villageois; efficacité du dispositif local de prévision des crues et de diffusion des informations; amélioration de la situation économique des SCTC supposant la mise en place d'activités rémunératrices; efficacité de la formation professionnelle pour la création d'emplois; caractère adapté des différents types de routes résilients aux changements climatiques; stabilisation des talus à l'aide de techniques de génie biologique dans les zones vulnérables; gestion de projets portant sur les infrastructures rurales; incidence sur les moyens d'existence; etc. Pour faire connaître au FIDA, au gouvernement et aux autres parties prenantes nationales et internationales les savoirs produits dans le cadre du projet, ceux-ci seront largement publiés et diffusés sur les sites web, et des séminaires et ateliers seront organisés. Les réseaux de gestion des savoirs du FIDA seront utilisés pour faire connaître l'ensemble des activités, études et publications.
21. Une unité d'appui au programme de pays améliore le ratio coût/efficacité de la gestion du programme de pays, le renforcement des capacités et la programmation détaillée des activités. Au départ, cette unité assurera un appui technique dans trois grands domaines: le S&E, la gestion et la communication des savoirs, et la gestion financière. Cependant, la conception de ce dispositif est suffisamment souple pour répondre aux besoins du projet dans d'autres domaines techniques à mesure qu'ils feront leur apparition et seront détectés dans le cadre de plusieurs projets financés par le FIDA. Les modalités d'organisation et les attributions de l'unité d'appui au programme de pays seront étudiées conjointement par le FIDA, la Division des relations économiques, le DICL et les autres ministères et organismes concernés.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

22. Comme il a déjà été indiqué, le DICL est l'organisme d'exécution, qui sera notamment chargé de chapeauter l'UGP mise en place pour les besoins des activités de gestion financière du projet, notamment la comptabilité, l'information financière et la coordination des opérations de vérification des comptes. L'UGP sera chargée de synthétiser les informations financières établies par les unités d'exécution du projet implantées dans les bureaux du DICL à l'échelon des districts.
23. Le risque fiduciaire intrinsèque est jugé élevé au Bangladesh, et depuis 2012 le DICL, qui intervient en qualité d'organisme d'exécution, a été contraint d'entreprendre des réformes afin de remédier à de graves insuffisances en matière fiduciaire. Il assure actuellement tous les aspects de l'exécution de deux projets du FIDA: le Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques et le Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les haor, qui est exécuté en parallèle avec un projet apparenté, le Projet d'adaptation au changement climatique et de protection des moyens de subsistance. À l'occasion des dernières missions de supervision, la performance du Département en matière de gestion financière a été jugée respectivement satisfaisante et plutôt satisfaisante, à la suite de mesures de renforcement, le Département s'étant attaché les services de spécialistes de la gestion financière et ayant procédé au renforcement des capacités du personnel des districts et à l'automatisation de l'information financière. En dépit de l'expérience que le Département a acquise à la faveur de la gestion de ces

projets, le risque est considéré comme élevé en ce qui concerne la gestion financière du PROVATi³, là encore jusqu'à ce que des mesures d'atténuation aient été instaurées: i) mise en place d'une UGP dotée d'un personnel compétent en matière de gestion financière, notamment en ce qui concerne la comptabilité en partie double, la consolidation de l'information financière et l'aptitude à planifier, contrôler, gérer et décaisser efficacement les crédits du projet, y compris les fonds de contrepartie; ii) utilisation d'un logiciel de comptabilité satisfaisant aux exigences du FIDA en matière d'information financière, accompagnée de la formation du personnel à tous les niveaux; iii) adoption d'un cadre de contrôle conforme aux meilleures pratiques; iv) manuel financier en langue locale, inspiré du manuel de comptabilité de projet publié par le Ministère des finances, décrivant clairement les exigences supplémentaires spécifiques au projet; v) communication semestrielle de l'information financière au FIDA et le DICL.

24. Dans le cadre du projet, les principes généralement acceptés au Bangladesh pour la comptabilité de caisse seront appliqués, la publication des éléments nécessaires pour se conformer aux Normes comptables internationales pour le secteur public en matière de comptabilité de caisse étant exigée.
25. La Direction de l'audit des projets bénéficiant d'une aide extérieure du Bangladesh procédera à la vérification des comptes annuels du projet. Le FIDA intervient auprès de cet organisme afin que celui-ci se conforme plus étroitement aux normes internationales dans le cadre de la vérification des comptes du portefeuille de projets mis en œuvre au Bangladesh. Si la qualité de la gestion financière effectuée dans le cadre du projet l'exige, le recours aux services d'un cabinet d'audit extérieur pourra être demandé.
26. Flux de fonds et décaissements. Les fonds destinés au PROVATi³ seront versés sur deux comptes désignés, l'un pour le prêt et l'autre pour le don, ouverts auprès de la Banque centrale du Bangladesh, selon les modalités d'un accord SAFE ("simple agreement for future equity", accord d'investissement simplifié). Les comptes désignés seront gérés par l'UGP et administrés selon le principe des avances temporaires. L'UGP tiendra également deux comptes de projet libellés en monnaie locale sur lesquels transiteront les crédits provenant des comptes désignés et destinés aux unités d'exécution du projet et aux partenaires d'exécution; de même, ceux-ci tiendront des comptes courants opérationnels en monnaie locale ouverts auprès de banques commerciales pour recevoir les fonds provenant des comptes désignés, conformément aux plans de travail et budgets annuels approuvés.
27. Une fois l'accord de financement entré en vigueur, un acompte de démarrage sera versé afin de faciliter la préparation de la mise en œuvre.
28. Passation des marchés. Dans le cadre du projet, les marchés seront passés en application des dispositions de la Loi sur la passation des marchés publics adoptée en 2006 et des Règles en matière de passation des marchés publics de 2008, conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés et aux procédures dématérialisées de passation des marchés mises en place par les pouvoirs publics. Des procédures appropriées seront appliquées pour garantir le respect des principes de passation des marchés et de gouvernance.

E. Supervision

29. Le FIDA supervisera directement le projet. Outre les missions de supervision annuelles, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront également effectuées. Les rapports de mission constitueront un moyen privilégié d'en savoir plus sur le déroulement, la qualité, les enseignements et l'impact du projet. Les missions de supervision rendront compte de leurs travaux à l'aide du Système de gestion des résultats opérationnels du FIDA.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

30. La répartition des coûts du projet par composante est récapitulée dans le tableau 2.

Tableau 2

Coût du projet par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Infrastructures et abris communautaires résilients aux changements climatiques	52 235	69,8	250	0,3	22 386	29,9	74 871	81,1
2. Communautés résilientes grâce à l'emploi et aux alertes rapides en cas de crue	7 990	64,4	1 000	8,1	3 424	27,6	12 414	13,4
3. Gestion du projet	3 025	59,4	-	-	2 064	40,6	5 089	5,5
Total	63 250	68,5	1 250	1,4	27 874	30,2	92 374	100,0

B. Financement du projet

31. Le PROVATi³ sera financé au moyen d'un prêt du FIDA d'un montant de 63,25 millions d'USD au titre du cycle 2016-2018 du Système d'allocation fondé sur la performance, accompagné d'un don du FIDA en faveur d'un pays classé "vert" d'un montant de 1,25 million d'USD. Le Gouvernement du Bangladesh participera au financement du projet pour un montant total de 27,9 millions d'USD, soit 30% des coûts du projet (tableau 3) – qui comprend une contribution en nature correspondant aux salaires du personnel et aux droits et taxes sur les dépenses du projet.

Tableau 3

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses ^a	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Travaux	44 426	70,0	-	-	19 040	30,0	63 466	68,7
2. Équipement et matériel	624	68,9	14	1,6	267	29,5	906	1,0
3. Formation	7 746	68,5	232	2,1	3 325	29,4	11 304	12,2
4. Assistance technique et études	5 171	64,1	679	8,4	2 216	27,5	8 066	8,7
5. Véhicules	326	70,0	-	-	140	30,0	466	0,5
6. Atelier	494	59,7	122	14,7	212	25,6	827	0,9
7. Entretien	1 339	70,0	-	-	574	30,0	1 913	2,1
8. Frais de fonctionnement des bureaux	1 681	69,8	8	0,3	721	29,9	2 410	2,6
9. Salaires et indemnités	1 443	47,8	193	6,4	1 386	45,9	3 022	3,3
Total	63 250	68,5	1 250	1,4	27 874	30,2	92 374	100,0

^a Les catégories de dépenses seront regroupées sous 5 ou 6 rubriques dans l'accord de financement.

C. Résumé des avantages et analyse économique

32. Ce projet s'adresse à quelque 303 000 ménages vivant dans 90 unions situées dans 25 upazilas des districts bangladais de Gaibandha, Jamalpur, Kurigram, Lalmonirhat, Nilpharmari et Rangpur. Les avantages immédiats du projet sont les suivants:

i) développement de l'accès aux marchés grâce une meilleure desserte, entraînant une amélioration de la production; ii) légère modification des systèmes de culture afin de réagir aux signaux du marché; iii) intensification des cultures se traduisant par une augmentation de la production; iv) réduction globale des coûts de transport et gains de temps considérables grâce au meilleur état des routes. Ces effets se traduisent par un accroissement des revenus des ménages. Les avantages du projet

ont été estimés sur une durée de 20 ans en appliquant un taux d'actualisation de 7,5%. Le taux de rentabilité économique du projet dans son ensemble s'établit à 17%, et le ratio coûts/avantages à 1,54.

D. Durabilité

33. Le PROVATi³ met particulièrement l'accent sur la durabilité:
- a) En ce qui concerne les investissements dans les infrastructures, la viabilité à long terme reposera sur le choix de sites appropriés (moyennant notamment l'analyse des données de télédétection et la consultation des communautés), la solidité de la conception technique (application des dernières normes les plus avancées, notamment s'agissant du niveau des soubassements) et l'amélioration de l'exploitation et de l'entretien (grâce au fort sentiment d'appropriation des communautés, à leur prise de conscience et leur autonomisation, et à l'amélioration des pratiques d'entretien). Cependant, l'impossibilité d'obtenir rapidement des fonds importants si des réparations majeures sont nécessaires continue de poser problème. Le gouvernement est de plus en plus attentif à la nécessité de procéder rapidement aux réparations, et le DICL est particulièrement bien armé, compte tenu de son mandat et de son savoir-faire technique, pour s'occuper de cet aspect. Durant l'exécution du projet, l'entretien et l'exploitation des infrastructures seront au cœur des préoccupations.
 - b) En ce qui concerne l'autonomisation et les activités de formation au titre de la composante 2, ce sont les facteurs économiques et sociaux qui permettront d'assurer la viabilité à long terme: en effet la diversification des moyens d'existence contribuera à permettre aux ménages et aux communautés d'accéder à des sources de revenus plus pérennes, d'où le renforcement de leur résilience. En outre, les modalités de formation des membres des SCTC seront évaluées et, si elles s'avèrent économiques, elles seront intégrées aux méthodes du DICL et de l'administration.
 - c) Enfin, la pérennisation du dispositif d'information sur les crues, sous la responsabilité du Département de la gestion des catastrophes, est prévue dès le départ; le renforcement des capacités au sein de cette institution et les mesures qu'il est convenu d'appliquer à l'achèvement du projet permettront de la favoriser.
34. Stratégie de retrait. La stratégie de retrait est intégrée à la conception: a) la responsabilité des infrastructures routières sera transférée au DICL et aux pouvoirs publics, tandis que les autorités locales reprendront les marchés, les comités de gestion des marchés continuant d'en assurer la gestion; b) on escompte que les membres des SCTC se lanceront dans des activités rémunératrices pérennes et accéderont à des services financiers proposés par des ONG ou des institutions de microfinance, tandis que les jeunes adultes ayant suivi une formation obtiendront un emploi; et c) le Département de la gestion des catastrophes supervisera le dispositif local de prévision des crues, qui fera partie de ses services permanents.

E. Identification et atténuation des risques

35. Les risques qui pèsent sur la réalisation du but, des effets et des produits du projet sont répertoriés dans le tableau 4, ainsi que les mesures d'atténuation intégrées dans sa conception.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

Cadre logique	Risque	Probabilité de concrétisation	Impact sur la performance du projet	Mesures d'atténuation
But: Amélioration des moyens d'existence des ménages pauvres et des paysans dans certains <i>upazilas</i> de la plaine inondable située au confluent du Brahmapoutre et de la Tista, dans les districts de la région centre-nord du Bangladesh	Les catastrophes naturelles (en l'occurrence les inondations et l'érosion) détruisent les aménagements financés au titre du projet; les changements climatiques se traduisent par une aggravation de ces catastrophes	Moyen - élevé	Élevé	Mesures d'atténuation et remise en état après les catastrophes; accélération des travaux de construction après les catastrophes; Choix judicieux des sites, reposant sur les évaluations menées (sous-composante 1.1)
	Le prix du riz et des autres produits alimentaires de première nécessité que consomment les populations pauvres augmente plus vite que les salaires	Moyen	Moyen	La mise en place de différentes sources de revenu est en cours dans les zones relevant du projet (2.1 et 2.2); après une catastrophe majeure, les pouvoirs publics entreprennent généralement des travaux de remise en état et mettent en place des programmes d'emploi à l'intention des populations pauvres; le PROVATI ³ favorisera la diversification des moyens d'existence grâce à des activités rémunératrices et à des chantiers de formation professionnelle non agricole dans des secteurs spécifiques.
Effets directs	Les inondations endommagent les routes et les marchés dans certains <i>upazilas</i> .	Moyen	Moyen	Normes climatiques en cours d'adoption (1.5); supervision étroite de la construction des routes et des marchés; problèmes hydrologiques correctement pris en considération au stade de la conception, en particulier pour les chantiers situés à proximité des cours d'eau (1.1).
	Retards dans la délimitation des zones inondables	Moyen	Faible	Préparation des travaux effectuée par l'Institut d'aménagement hydraulique et de gestion des crues de l'Université d'ingénierie et de technologie du Bangladesh avant le démarrage du projet
Produits	Du fait de la hausse des prix, les produits du projet sont inférieurs aux prévisions	Moyen	Moyen	Le coût total du projet comprendra les provisions pour hausse des prix et aléas matériels; les règles établies par le gouvernement pour encadrer les révisions de prix seront appliquées (1.2 - 1.4).
	Disponibilité limitée de terrains <i>khas</i> (publics) sur lesquels aménager les marchés	Faible	Moyen	L'aménagement d'un marché ne sera accepté que s'il existe des terrains <i>khas</i> ; des accords en bonne et due forme seront conclus avec les comités de gestion des marchés avant leur aménagement (planification des marchés [1.3]).

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

36. Le projet est conforme aux objectifs 1, 2 et 3 du Cadre stratégique du FIDA. En outre, il est adapté aux politiques et stratégies du FIDA en matière de ciblage, d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, et il respecte les Procédures

d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)³. Le projet fait toute leur place aux enjeux que sont les changements climatiques, la jeunesse et la problématique hommes-femmes. Des activités de sensibilisation à la nutrition d'ampleur limitée sont prévues.

37. Politique en matière de ciblage. Dans le cadre de la mission de conception, une analyse détaillée des questions de ciblage et de pauvreté a été effectuée. Le projet vise principalement les districts les plus pauvres du pays (six au total), qui sont aussi vulnérables face aux inondations annuelles et aux répercussions néfastes des changements climatiques. Le ciblage géographique permettra aux populations qui vivent dans la zone du projet de bénéficier d'infrastructures de meilleure qualité. Les personnes en situation d'exclusion sociale des deux sexes seront intégrées dans les SCTC. Les familles pauvres, les familles de travailleurs pauvres et les femmes accéderont en priorité aux sessions de formation professionnelle.
38. Politique relative à la problématique hommes-femmes. Dans le cadre de ce projet, qui fait une large place à la problématique hommes-femmes, un certain nombre d'activités de nature à faire évoluer les relations hommes-femmes seront proposées au titre des sous-composantes 2.1 et 2.2. Globalement, les femmes se verront confier une part non négligeable du travail dans le cadre des SCTC, et ces derniers seront composés de 30% de femmes au minimum. Au moins 30% des personnes bénéficiant des sessions de formation professionnelle seront des jeunes femmes. Un plan d'action pour l'égalité des sexes est prévu. Le spécialiste de ces questions au sein de l'UGP sera chargé d'en superviser la mise en œuvre. Tous les membres du personnel bénéficieront d'une formation et sur les questions de ciblage et de problématique hommes-femmes.
39. Mesures de sauvegarde environnementale et sociale. Dans le cadre de la mission de conception, des études ont été menées sur les questions de sauvegarde environnementale et sociale, et des mesures appropriées sont décrites dans le rapport de conception du projet. Le DICL réalisera une évaluation environnementale conforme aux exigences de l'administration.
40. Achat de terrains. Aucun terrain ne sera acheté dans le cadre de ce projet. Toutes les infrastructures prévues seront réalisées sur des terrains publics.
41. Changements climatiques. Le projet est spécialement conçu pour répondre aux besoins de l'une des zones les plus vulnérables du pays, où il faut s'attendre à ce que les répercussions néfastes des changements climatiques prennent la forme d'une augmentation des précipitations et du débit des cours d'eau. Au début du projet, on s'attachera à évaluer les effets des changements climatiques sur le bassin situé au confluent du Brahmapoutre et de la Tista, à délimiter les zones d'érosion ou d'accrétion fluviale, et à prévoir l'importance des inondations de crue liées au renforcement des effets des changements climatiques. Les résultats de ces études orienteront la mise en œuvre du projet. L'ensemble des routes, marchés et abris contre les inondations seront résilients aux changements climatiques.

B. Alignement et harmonisation

42. Le projet concorde avec le septième plan quinquennal arrêté par le gouvernement et fait écho aux priorités de ce dernier, qui met l'accent sur la réduction de la pauvreté, les infrastructures rurales et le développement agricole, la création d'emplois et l'atténuation des effets néfastes des inondations et des changements climatiques. Il correspond aussi au Plan prospectif pour le Bangladesh arrêté par le gouvernement pour la période 2010-2021 et à la Stratégie et au Plan d'action adoptés par le Bangladesh en matière de changements climatiques, qui ont été très bien accueillis. Le PROVATI³ peut à juste titre être considéré comme un projet novateur permettant de renforcer la résilience dans des zones du Bangladesh qui sont extrêmement

³ Voir aussi l'annexe 12 de la série de rapports de conception de projet et la page web des PESEC: <https://www.ifad.org/fr/topic/qef/secap/overviewsecap/overview>.

pauvres et vulnérables face aux inondations, comme il est prévu dans le Plan d'action pour l'égalité des sexes de la Stratégie et du Plan d'action arrêtés par le Bangladesh en matière de changements climatiques.

C. Innovations

43. Les innovations au titre du PROVATI³ correspondent à des évolutions visant à améliorer progressivement les choses, plutôt qu'à des changements radicaux dans la façon de faire. Toutefois, on peut s'attendre à ce que plusieurs de ces évolutions permettent d'améliorer nettement la viabilité, le rapport coût/efficacité et/ou le ciblage des activités relevant du projet: a) conception des infrastructures en fonction des dernières normes les plus avancées; b) généralisation à toutes les routes construites et entretenues au titre du projet de la plantation de vétiver sur les talus; c) renforcement de l'attention portée aux modalités d'entretien des installations dès la phase de conception et de planification, et tout au long du projet; d) intégration de mesures de réduction des risques dans les modalités d'organisation des SCTC; e) émancipation économique et sociale des membres des SCTC, accompagnée d'un suivi rapproché et d'une évaluation quantitative (pour disposer d'éléments factuels en vue de l'examen des principes de fonctionnement); f) formation professionnelle renforcée, d'une durée optimisée et validée par les pouvoirs publics, certification et apprentissage, et accompagnement à l'emploi; g) développement du dispositif local de recueil et de diffusion d'informations sur les crues pour communiquer aux villages des informations plus précises sur les inondations à un stade précoce; h) mise en place d'approches plus programmatiques de la gestion du projet dans le cadre de l'appui au programme de pays.

D. Reproduction à plus grande échelle et participation à l'élaboration des politiques

44. Toute une série d'activités de reproduction à plus grande échelle associées à la participation à l'élaboration des politiques sont prévues au titre du projet. Premièrement, la formation technique à la conception et à l'entretien des nouvelles infrastructures (sous-composante 1.5), assurée en partenariat avec une université et des spécialistes bangladais de premier plan, ouvre des perspectives d'évolution des caractéristiques de conception pour tous les projets d'infrastructure mis en œuvre par le DICL au Bangladesh (ce qui représente un budget de 1 milliard d'USD par an à l'heure actuelle). Deuxièmement, les examens des cadres politiques et réglementaires financés au titre de la sous-composante 2.4 alimenteront les examens internes des règlements et des bonnes pratiques auxquels procède le DICL, comme le recours aux SCTC pour les travaux de construction et les tâches d'entretien. Troisièmement, le suivi rigoureux et l'évaluation quantitative des contributions apportées par les différentes modalités d'autonomisation économique et sociale permettront de produire des éléments factuels à l'appui de la participation à l'élaboration des politiques (concertation avec le DICL et d'autres interlocuteurs). Quatrièmement, le dispositif d'information rapide sur les inondations, qui s'inscrit dans le prolongement de projets pilotes à petite échelle ayant donné de bons résultats, pourrait être étendu à l'ensemble du pays s'il s'avère efficace et durable dans le cadre du PROVATI³. Enfin, au titre du partenariat envisagé avec le PAM dans le domaine de l'atténuation des risques pour les ménages ruraux, qui renforcera la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome, il serait possible de mettre en place à grande échelle un mécanisme de financement d'urgence fondé sur les prévisions.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

45. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.

46. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

48. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à soixante-trois millions deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (63 250 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un don d'un montant équivalant à un million deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 250 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement

Promoting Resilience of Vulnerable through Access to Infrastructure, Improved Skills and Information (PROVATi³)"

(Negotiations concluded on 16 November 2017)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Promoting Resilience of Vulnerable through Access to Infrastructure, Improved Skills and Information (PROVATi³) (the "Project" or "PROVATi³")

The People's Republic of Bangladesh (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and all of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement; and

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purpose of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (collectively referred to as the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is sixty three million two hundred fifty thousand United States dollars (USD 63 250 000).

B. The amount of the Grant is one million two hundred fifty thousand United States dollars (USD 1 250 000).

2. The Loan is granted on Highly Concessional Terms, and shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

3. The Loan Service Payment Currency shall be United States dollar (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Payments of principal and service charges shall be made on each 15 April and 15 October.
6. There shall be two (2) designated accounts (collectively referred to as the "Designated Accounts"), one for the Loan and one for the Grant, for the exclusive use of the Project opened in the Central Bank of Bangladesh under Special Account in Foreign Exchange (SAFE) arrangements. The Borrower/Recipient shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Accounts.
7. There shall be two (2) Project Accounts (the "Project Accounts") in local currency, one for the Loan and one for the Grant, for the exclusive use of the Project opened in a Commercial Bank.
8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart funds for the Project in the amount of twenty seven million nine hundred thousand United States dollars (USD 27 900 000), which will include in kind contribution, staff salaries and tax and duties on project expenditure.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Local Government Engineering Department (LGED) under the Local Government Division of the Ministry of Local Government, Rural Development and Cooperatives (MLGRD&C) of the Borrower/Recipient.
2. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

1. The Fund will administer the Loan, Grant and supervise the Project, and the Borrower/Recipient will implement and conduct its own administration and supervision of the Loan, Grant and the Project.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal from the Loan:
 - (a) The Designated Accounts and Project Accounts shall have been duly opened as specified in Section B, paragraph 6 and 7 above;
 - (b) The Project Management Unit (PMU) shall have been established and the recruitment of the Project Director and key personnel, as defined in Schedule 1, shall have been duly recruited;
 - (c) The IFAD no objection to the Project Implementation Manual (PIM) shall have been obtained.
2. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals under this Agreement:
 - (a) The Project Director or other Key Project Personnel of the PMU have been removed from the Project without the prior consultation of the Fund;

- (b) The PIM as referred to in paragraph 21 of Schedule 1, and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project;
- (c) The Agreements as referred to in paragraph 18 of Part II Schedule 1 hereto have been suspended, terminated, or modified without the prior concurrence of the Fund, and the Fund has determined that as such it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Secretary
 Economic Relations Division
 Ministry of Finance,
 Government of the People's
 Republic of Bangladesh
 Sher-e-Banglanagar
 Dhaka 1207, Bangladesh

For the Fund:

President
 International Fund for Agricultural Development
 Via Paolo di Dono, 44
 00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Borrower/Recipient and one (1) for the Fund.

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

 Authorized Representative
 (name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

 Gilbert F. Hougbo
 President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Population. The project covers some 303,000 households (approximately 45 per cent of the total population) from 90 Unions within the 25 target Upazilas. Target beneficiaries include the poor women and men, marginal and small farmers, traders and shop owners in the markets, micro-entrepreneurs and other local private and government institutions.

2. Project area. The project will be implemented in six districts (Gaibandha, Kurigram, Rangpur, Nilphamari, Lalmonirhat, and Jamalpur) with main focus in the worst poverty stricken districts – Jamalpur, Kurigram and Gaibandha - of Bangladesh. Within the six districts the project will implement development activities in 25 poorer and vulnerable Upazilas. The project infrastructure will be primarily built in 90 unions.

3. Goal. The goal of the project is to establish sustainable livelihoods for poor households and smallholders in selected 25 Upazilas of the Brahmaputra-Teesta flood plain area of six North-central districts of Bangladesh.

4. Objectives. The development objective is to enhance resilience of population of 25 selected flood-prone Upazilas through resilient infrastructure development, resilience building at community level, off-farm employment creation through vocational training, and flood/climate adaptation research and early-warning dissemination.

5. Components. The Project shall consist of the following Components:

5.1. Component 1. Climate Resilient Infrastructure and Community Shelters. The Outcome of Component 1 is 'Climate resilient infrastructure and community shelters built, and used'. It is divided into five sub-components, namely: (1) climate change/flood preparedness research for building climate resilient infrastructure; (2) climate resilient rural communication infrastructure; (3) climate resilient rural market development; (4) climate resilient community shelter cum school; and (5) training on climate/flood-proof resilient infrastructure design.

5.2. Component 2. Resilient communities through employment and early flood warning. The outcome of this component is 'Building resilience of communities through access to flood information (early warning), economic self-reliance and policy support. It has four sub-components: (1) Capacity building of Local Contract Societies (LCS) members' and livelihood development; (2) skill development of youth for employment; (3) research and development of accurate local inundation and flood warning system; and (4) practical policy actions.

5.3. Component 3. Project implementation and coordination. The project implementation will be led by the LGED of the Ministry of Local Government Rural Development and Cooperatives (MLGRDC). LGED will partner with Department of Disaster Management (DDM) and Bangladesh University of Engineering and Technology (BUET) on people-centric fine tuning of flood early warning and research, respectively. World Food Program (WFP) will lead compilation of up-date poverty and nutritional status maps. Overall coordination will be through an Inter-Ministerial Steering Committee, chaired by the Secretary of the Local Government Division of MLGRDC and represented by relevant line ministries including the Ministry of Disaster Management and Relief (MDMR), and agencies including the Economic Relations Division (ERD) of the Ministry of Finance (MOF).

II. Implementation Arrangements

6. Lead Project Agency. The LGED of the Ministry of Local Government, Rural Development, and Cooperative, in its capacity of Lead Project Agency, shall have the overall responsibility of the Project implementation.

7. Project Steering Committee. The Project will be under the overall policy guidance of the Project Steering Committee chaired by the Secretary of the Local Government Division. Its membership shall include, inter alia, representatives from the MDMR, and agencies including the ERD of the MOF and other Ministries according to government circular. IFAD country office representative will be an observer, and other stakeholders may be called into the PSC for technical input on specific aspects by the chair. The Project Steering Committee shall meet twice a year to review the progress of Project implementation. The Project Steering Committee will provide overall strategic guidance, monitor overall implementation progress, facilitate interagency coordination required for smooth project implementation, and resolve any outstanding issues requiring high-level decisions.

8. A Country Programme Support (CPS) Unit improves cost efficiency for the country programme management, capacity building and detailed programming. Initially the CPS will provide technical support services in three key areas: M&E, Knowledge Management and Communication, and Financial Management. However, the design of this mechanism is flexible enough to respond to project needs in other technical areas as they arise and jointly identified by IFAD financed projects. The modalities and responsibilities of the CPS will be further reviewed jointly by IFAD, ERD, LGED and other involved ministries and agencies.

Project management

9. LGED organizational units will be established:

- (i) a PMU will be established at central level at Dhaka,
- (ii) three (3) Regional offices will be set up – one each in Rangpur, Kurigram and Jamalpur - headed by a Regional Engineer with a small number of professional staff to assist the PMU towards implementation of the project,
- (iii) six (6) district offices set-up within the existing LGED district offices, and
- (iv) twenty five (25) Upazila based units divided between the 3 Regions. All project activities at Upazila level will be managed by LGED Upazila Engineer and his/her staff.

10. LGED districts offices will contract out roads and markets to contractors and LCS respectively. The Regional offices will have the responsibilities of monitoring and supervision of works (progress and quality), approving payments to contractors/LCS and overall management of the project, as well as coordination between activities under the various components and sub-components.

11. Project Management Unit (PMU). A PMU will be established in LGED headquarter headed by a Project Director and supported by professional and support staff. The PMU has the responsibility of overall implementation and management of the project. The PMU will be assisted by a Technical Assistance (TA) team with expertise in rural development and procurement, engineering design and supervision, climate resilience, livelihoods/employment, finance, social inclusion and gender development, participatory approaches, environmental and climate assessment, monitoring and evaluation, and local governance.

12. Regional Offices. Three Regional offices will be set up – one each in Rangpur, Kurigram and Jamalpur - headed by a Regional Engineer (Senior Asst. Engineer) with a small number of professional staff to assist the PMU towards implementation of the project. Regional Engineer will report to Project Director (PD) and TA Team Leader.

13. Key Project Personnel. Professional staff of the PMU shall be contracted, under procedures acceptable to the Fund, on an open, transparent and competitive basis and have qualifications and experience commensurate with their duties. The PMU will be composed of, but not limited to, the following key staff: TA Team Leader, Finance Specialist, Procurement Specialist, Monitoring and Evaluation, Regional Engineer, Social Inclusion and Gender Specialist, and Environment and Climate Assessment Specialist. The recruitment and removal of the Project Director or key staff shall be subject to the concurrence between the Fund and the Borrower/Recipient.

Implementation by component

14. Management of Component 1: The PMU/LGED will implement this component in close collaboration with the Bangladesh University of Engineering and Technology (BUET). The overall responsibilities of construction will be on PMU/LGED through offices of Executive Engineers and Upazila Engineers. Construction of roads (BC and RCC) will be outsourced to professional contractors. But construction of small RCC roads (linked with markets) will be implemented by LCSs.

15. The LGED district offices, headed by executive engineers, will be responsible for implementing subprojects under the guidance of the PMU. The activities regarding training and policy integration (sub-components 1.5 and 2.4) will be led by PMU in collaboration with experts from LGED, Department of Civil Engineering, the Institute of Water and Flood Management (IWFM), BUET/BAU and other external experts. The researches under sub-component 1.1 will be conducted by the (IWFM of BUET).

16. Management of Component 2: The PMU/LGED and DDM will implement this component in collaboration with the private sector and non-governmental organisations. For component 2.1, experienced NGOs/MFIs will be contracted as per the Public Procurement Rules (PPR) of the Government by the PMU. The Component 2.2 will be implemented by PMU/LGED by enlisting government, private and/or NGO training providers. The lead implementer of sub-component 2.3 will be the DDM. Sub-component 2.4 will be partially implemented by WFP for the up-date of nutritional status and poverty maps, and by the PMU through contracting in line with PPR in collaboration with core country partners for practical policy reviews. The CPS will be led by ERD in close coordination with IFAD country office, and LGD/LGED.

17. Management of Component 3: The PMU/LGED, led by a PD, will manage the overall function of the Project.

18. The Lead project agency will enter into legal agreements (MoUs or contracts) with entities implementing specific Project activities under different sub-components, as described under Schedule 3.

19. Monitoring and Evaluation. PMU staff will up-date logframe (captures key indicators on project goal, objectives, outcomes and outputs) regularly and provide up-dated version including GIS representation for supervision missions. The PMU is responsible for sound Project monitoring. Data for the ME system will be generated by respective sub-component lead agency/actor. The PMU will conduct baseline studies within 3 month of commencement of Project implementation, using terms of reference provided in PIM.

20. Gender strategy. Social safeguards will be put in place to ensure a female-friendly working environment for the construction and maintenance works. The update and implementation of the Gender Action Plan will be led by the Gender and Social Inclusion Specialist of the PMU in close collaboration with the Gender and Development Platform of LGED and ERD.

21. Project Implementation Manual. The PMU shall prepare the Project Implementation Manual (PIM), and shall forward it to the Fund for comments and approval. The PIM shall provide detailed implementing rules of the Project and include inter alia: programme budgeting, disbursement, financial management, procurement and other administrative, financial and organizational arrangements and procedures for coordination meetings of sub-component leads to ensure smooth operation. The PIM may be amended from time to time, subject to approval by the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of the Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed thereby in each Category:

Category	Loan Amount (in USD)	Grant Amount (in USD)	Percentage of Eligible Expenditures to be financed (net of taxes and co- financiers)
I. Works	39 990 000		100%
II. Equipment & Materials	860 000	10 000	100%
III. Training & Workshops	7 410 000	320 000	100%
IV. Consultancies	4 650 000	610 000	100%
V. Recurrent costs	4 020 000	180 000	100%
Unallocated	6 320 000	130 000	
TOTAL	63 250 000	1 250 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Equipment & materials" under category II, shall mean eligible expenditures also for vehicles.

"Recurrent costs" and "Training & Workshops". Project-related meeting expenses and Project-related travel expenses will follow Borrower/Recipient existing policy. Honorarium, allowances and/or sitting allowances are not recognized by the fund as eligible expenditures.

2. Start-up Costs. Withdrawals from the Loan in respect of expenditures for start-up costs (in Category V) shall not exceed an aggregate amount of USD 750 000 and shall be disbursed after the satisfaction of the Condition 1(a) in Section E above. Activities to be financed by Start-up Costs will require the no objection from IFAD to be considered eligible.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan and Grant accounts if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customize accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the project will enter into Memorandum of Understandings (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting. MoUs are foreseen between LGED and DDM, LGED and BUET, LGED and WFP, and between LGD and/LGED and ERD. Contractual arrangements and/or MoUs will be concluded between lead implementers of activities financed under sub-component 2.1 and 2.2.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Base-line	Mid-Term	End Target	Source	Frequ-ency	Respon-sibility	
Outreach:*	<ul style="list-style-type: none"> Planned total number of HHHs reached by PROVATI³ RIMS 1a ; EFA 	0	120,000	360,000	ME system; RIMS survey; impact surveys	Annually	PMU	
*Based on EFA, finalised after DPP revision								
Goal: Sustainable livelihoods for poor households and smallholders in selected 25 Upazilas of the Brahmaputra-Teesta flood plain area of six North-central districts of Bangladesh	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of households reporting improvements in household asset ownership index (RIMS) 	TBD	25%	66%	MPAT and RIMS surveys Impact surveys at baseline, mid-term and completion	Three (baseline, Midterm and end of Project)	PMU	A: Economy maintains or increases growth rates A: Price inflation for staple food (rice) remains below 10%. A: GoB emergency assistance is adequate for communities to recover
Development Objective: Enhanced resilience of population of selected flood-prone Upazilas (through resilient infrastructure development, climate adaptation research and dissemination, promotion of selected construction technologies and improved economic opportunities)	<ul style="list-style-type: none"> Percentage increase in income of extreme poor households (disaggregated by sex of HH head) 	0%	15%	35%	Beneficiary surveys and periodic assessments	Annually	PMU	A: Community acts upon flood warning and mobilized to use flood- shelters
Outcome 1: Climate resilient rural roads, markets and community shelters in project area are built, used and maintained.	<ul style="list-style-type: none"> Structures are managed and maintained according to agreed standards one year after rehabilitation/up-grading⁴ 	0%	30%	100%	Market, road and shelter survey; mid-term and completion survey.	Year 4, Year 6	PMU	A: 100% Infrastructure construction completed at year 5, no severe damaged due to floods
Outputs: 1.1 Infrastructure design standards updated based on CC assessment research	<ul style="list-style-type: none"> Number of design standards incorporating climate change/resilient aspects 	0	2	4	Design manuals of LGED	Annually	PMU	A: Willingness of LGED to internalize research outputs

⁴ Have women friendly design features; MMC are formed and operational (with at least 30% women);

1.2 Climate resilient rural communication infrastructure constructed by the project	▪ Kilometers of village and Union road upgraded/paved <small>RIMS 2.1.5; EFA</small>	0	120	330	Project reports and MIS	Annually	PMU,	A: Construction material costs remain within projected level; no prolonged flood restricting construction.
	▪ Kilometers of roads rehabilitated <small>RIMS 2.1.5; EFA</small>	0	300	500	Site inspections Environmental assessment			
1.3 Climate resilient rural markets built	▪ Number of rural markets built in project area <small>RIMS 2.1.6; EFA</small>	0	70	135	Project reports and MIS Environmental assessment	Annually	PMU,	A: as above
1.4 Multi-purpose school-cum-flood shelters built in charlands	▪ Number of school-cum flood shelters newly built in charlands <small>EFA</small>	0	10	15	Project reports & MIS	Annually	PMU,	A: as above
1.5 Training on climate resilient infrastructure design and implementation conducted	▪ Number of engineers trained on climate resilient infrastructure	0	30	60	PMU report	Annually	PMU	A: LGED makes trainees available on time for the training courses.
Outcome 2: Increased adaptive capacity of vulnerable communities through diversified incomes and access to precise location-specific and early flood information in project Upazilas	▪ Percentage of beneficiaries report increased empowerment and resilience (scorecard) ⁵	0	30%	60%	Annually survey	Annually	PMU	A: Proper annual monitoring of representative sub-set of households
Outputs: 2.1 LCS members are trained for socio-economic progress through income generation activities (IGA)	▪ Number of LCS households trained in IGA and -business management (by sex) <small>RIMS 2.1.2 & 1.1.8; EFA</small>	TBD	6000	15000 (70% are women)	Surveys	Baseline, mid-term	PMU	A: Sufficient number of motivated micro-entrepreneur available A: 75% success rate building on project phasing (1 yr lag)
2.2 Employment for youths in project area expanded through vocational skill development	▪ No. of VT youth employed 1 year after completing training	TBD	10000	30000 (30% women, 90% youth)	PMU report, MIS	Every quarter	PMU	A: Sufficient number of motivated micro-entrepreneur available A: No major slow-down of economy
2.3 Development of local flood forecasting and dissemination system established	▪ No. of vulnerable unions in project area received and used flood early warning information <small>RIMS 3.1.2</small>	0	70	174	DDM/ PMU reports Site visit report	Annually	DDM, developer of model	A: Funds released on time to DDM/ Model Developer .
2.4 Institutional regulatory review conducted and integrated in policies	▪ Number of policy-relevant reviews completed <small>Policy 1</small>	0	2	6	PMU report	Annually	PMU	A: Funds released on time to DDM/Developer

⁵ The score-card elements will build on positive experiences from IFAD Tanzania project and are being revised, and finalise ad start-up to be include in baseline survey.

